

"La rentrée sera normale, 95 % des établissements n'auront aucun problème" (Jean-Michel Blanquer)

6-7 minutes

Invité de plusieurs médias durant le week-end, le ministre de l'Éducation nationale a assuré que la rentrée se passera bien dans "la très grande majorité des écoles, collèges et lycées". Par ailleurs, 2 000 enseignants seront sanctionnés suite aux grèves du bac 2019. Concernant la réforme du lycée, Jean-Michel Blanquer assure que "beaucoup de choses peuvent évoluer" et qu'il "y a encore des choses à discuter". Sur la rémunération, le ministre a "donné la garantie" que les pensions de retraites des professeurs ne seront pas diminuées et que les revalorisations se feront à "l'horizon 2025".



Jean-Michel Blanquer, au Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro, le 1er septembre 2019 AEF

Invité de [France Culture](#) samedi 31 août 2019, du [Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro](#) dimanche 1er septembre et de [France info](#) lundi 2 septembre, le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel Blanquer, a fait le point sur plusieurs sujets de cette rentrée scolaire ([lire sur AEF info](#)).

Le ministre perçoit une "bonne atmosphère de rentrée"

Jean-Michel Blanquer assure, dans le Grand Jury, que la rentrée sera "normale" et passera bien dans "la très grande majorité des écoles, collèges et lycées. 95 % n'auront aucun problème". Et d'ajouter : "Il y a parfois des fiefs politiques en France où des gens aiment bien créer de l'agitation". Sur France info, le ministre a estimé qu'il y avait une "bonne atmosphère de rentrée".

Plusieurs syndicats - dont le [Snes-FSU](#) et le [Snalc](#) - ont déposé un préavis de grève pour la période de la rentrée. Certains lycées sont en grève ce lundi 2 septembre, comme le lycée Auguste-Renoir d'Asnières-sur-Seine, qui se plaint notamment du "manque de moyens administratifs et pédagogiques" pour assurer cette rentrée "dans des conditions satisfaisantes". Dans plusieurs établissements, les enseignants refusent, en forme de protestation, la fonction de professeur principal.

2 000 enseignants sanctionnés

Suite aux différents mouvements de grève qui ont perturbé la session 2019 du baccalauréat ([lire sur AEF info](#)), le ministre a indiqué qu'environ "2 000 enseignants" seront sanctionnés. Il s'agit essentiellement de "jours de grève non payés". Ces sanctions seront étalées sur les paies de septembre, octobre et novembre.

Des évolutions possibles de la Réforme du lycée

2019 est la première année où les enseignements de spécialités remplacent les séries dans le lycée général et technologique, résultat de la réforme du lycée. Cela concerne cette année les élèves de première. La mise en place de cette réforme est une des raisons de la mobilisation de certains syndicats et établissements.

Alors que Jean-Michel Blanquer a annoncé la mise en place de trois comités de suivi (sur les réformes du lycée GT, du lycée professionnel et des [Inspé](#)), il a annoncé ce week-end que "beaucoup de choses peuvent évoluer" et qu'il "y a encore des choses à discuter", dont le grand oral "dont le contenu n'est pas défini" ([lire sur AEF info](#)).

Revalorisation des personnels à "horizon 2025"

Jean-Michel Blanquer a admis que les "300 euros annuels" promis "en moyenne" aux enseignants résultaient du protocole [PPCR](#) engagés sous le gouvernement précédant, alors que son annonce

de la semaine dernière avait largement fait réagir ([lire sur AEF info](#)). Il a expliqué en outre que "30 euros par mois, ce n'est pas la panacée, mais c'est un signal qui est envoyé et cela s'ajoute à d'autres choses" (telles que les primes en REP+).

Par ailleurs, le ministre a "donné la garantie" que les pensions des professeurs ne seront pas diminuées en raison de la réforme des retraites. En outre, comme le ministre l'avait déjà annoncé lors de sa conférence de presse de rentrée ([lire sur AEF info](#)), cette réforme des retraites sera l'occasion d'une discussion sur la rémunération des enseignants : "2025 est notre horizon".

De nouvelles suppressions de Postes ? "Impossible à dire"

Jean-Michel Blanquer a justifié la suppression de 2 600 postes d'enseignants dans le secondaire ([lire sur AEF info](#)) par la "priorité" au primaire. Le ministre explique en outre que ces postes supprimés sont "compensés" par l'augmentation des heures supplémentaires ([lire sur AEF info](#)). Interrogé sur d'éventuelles suppressions supplémentaires à venir au cours du quinquennat, le ministre a répondu que cela était "impossible à dire" à l'heure actuelle.

Pas de réforme des vacances

Alors qu'il avait déclaré que "l'on devait se poser la question des vacances", dans une [interview au JDD de juillet 2017](#), le ministre a indiqué ce week-end qu'une réforme de l'année scolaire n'était "pas un sujet de ce quinquennat".

Polémique sur la scolarisation des petites filles

Sur France Culture, Jean-Michel a déclaré qu'il "y a plus de petites filles que de petits garçons qui ne vont pas à l'école maternelle pour des raisons sociétales. Et puis appelons un chat un chat, le fondamentalisme islamiste dans certains territoires a fait que certaines petites filles vont à l'école le plus tard possible, ou avec une assiduité plus faible".

Or, le [RERS 2019](#) souligne que "les filles sont plus nombreuses à bénéficier de la scolarisation précoce". [Interrogé par France info](#), le cabinet de Jean-Michel Banquer a indiqué que "les propos du ministre faisaient référence à des signalements que nous avons de nos équipes laïcité en académie relativement à certains quartiers".